



Académie des sciences d'outre-mer

La France et la question de la Syrie, 1914-1918 / Vincent de Cloarec
éd. CNRS, 2010
cote : 57.447

Les évènements actuels de Syrie attribuables à un désir de respect des droits de l'homme légitime et à une plus grande liberté ou à affrontement interconfessionnel régional entre Alaouites, soutenus par « l'axe chiite » (Iran, Hezbollah libanais) contre Sunnites, ne sauraient être analysés en profondeur que si l'on se remémore la formation de la Syrie, née de la dislocation de l'Empire ottoman il y a presque un siècle, et qui nous donne les clés de lecture nécessaires. C'est ce qu'a fait le Pr. Vincent Cloarec, qui enseigne l'histoire du Proche-Orient à l'*Institut national des langues orientales vivantes* (INALCO). La préface élogieuse du Pr. Henri Laurens le confirme. La consultation d'archives inédites diverses et rares à laquelle cet auteur s'était livré dans la première édition de cet ouvrage parue en 1998, a été complétée dans cette nouvelle édition rendue indispensable par l'actualité.

Dans un premier temps, M. Cloarec étudie les relations entre l'Empire ottoman et les quatre parties de l'Europe concernées, les États balkaniques, l'Angleterre et la France d'un côté, les Empires centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie) d'autre part, enfin la Russie. En 1912, la coalition balkanique formée de la Serbie, de la Bulgarie, de la Grèce et du Monténégro est en guerre avec la Turquie. En 1913, après la reprise des hostilités qui suivit le coup d'État des Jeunes Turcs du 22 janvier 1913, la Paix de Bucarest (août 1913) entérinera la perte des territoires turcs d'Europe. En même temps, au sud de l'Empire ottoman, le nationalisme arabe se construit du Caire à Bagdad selon des modalités dues aux influences étrangères, celles de l'Angleterre et de la France en particulier.

Il existait trois courants nationalistes ; un regroupement panarabe civil, représenté par le Parti de la Décentralisation administrative ottomane créé au Caire en 1912 par Rafik Bey El Azm, et un autre, militaire, formé d'officiers irakiens (Nuri Saïd), syriens, palestiniens adhérent à deux sociétés secrètes, Al Fatat (créée à Paris) et Al Qahtaniya (à Istanbul) ; des nationalistes syriens parfois unis à ceux du Mont-Liban militaient, soit à « l'Alliance libanaise » formée à Beyrouth et au Caire en 1909, soit dans le mouvement de Khaled Abdelqader, petit-fils de l'Émir, qui avait un projet de soulèvement anti-ottoman en Syrie, soit en ayant participé au Congrès arabo-syrien, réuni à Paris le 18 juin 1913. Des essayistes maronites les rejoignaient, comme Nagib Azzouri qui avait publié à Paris Le Réveil des Arabes dans l'Asie turque (Plon 1905) et Georges Samné qui rassemblera ses articles dans Le Liban autonome (1919) et surtout le copieux Syrie (Paris, Brossard 1920).

En 1916, des émeutes de la faim auront lieu en Syrie dont les habitants, comme ceux du Mont-Liban et de la côte libanaise, souffraient de la désorganisation des transports qui n'acheminaient plus les céréales. Les Syriens, en général, se considéraient supérieurs culturellement aux autres Arabes et méprisaient la troisième formation nationaliste du « Royaume arabe », que tentait d'organiser l'Émir hachémite de La Mecque, le Chérif Hussein avec ses fils, Ali, Abdallah, Faysal et Zeyd. Leur propagande antiturque consistait à discréditer l'impiété des Jeunes Turcs dont le nouveau système juridique conférait aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'héritage, ce qui contrevenait à la



Académie des sciences d'outre-mer

charia sacralisée. Grande-Bretagne et France s'engagèrent dans des pourparlers avec le Chérif Hussein, mais la situation militaire de Londres sur ce terrain était nettement plus favorable car des troupes anglo-indiennes étaient cantonnées en grand nombre en Égypte. Un accord secret anglo-français connu par la suite sous la dénomination des « Accords Sykes-Picot » et négocié en 1916 limitera cependant fortement les promesses faites à leurs protégés arabes.

L'Empire ottoman, allié de l'Allemagne, avait nommé le Général Liman von Sanders Commandant en Chef de la 1^{ère} Armée ottomane des Détroits ; Istanbul ferma unilatéralement les détroits en septembre 1914, isolant la Russie, supprima les Capitulations abolissant ainsi la protection de la France aux Catholiques ottomans et décréta le « jihad » ou guerre sainte en mobilisant 1.200.000 soldats. Jamal Pacha mit fin à l'autonomie du Mont-Liban. En août 1914, la guerre avait été déclarée entre, d'un côté, la Grande-Bretagne, la France, la Serbie, la Russie, la Belgique puis l'Italie, et de l'autre, les Empires austro-hongrois et allemand, la Turquie puis plus tard la Bulgarie. 150.000 Français et Anglais occupaient Salonique, mais, en mars 1915, l'échec de la flotte anglo-française devant les détroits immobilisa le front des Dardanelles qui se transforma en guerre de tranchées stérile mais coûteuse en pertes humaines. A la révolution bolchevik de 1917, les Soviétiques renoncèrent aux hostilités, ce qui permit aux Turcs de renforcer les autres fronts.

En novembre 1917, le Général Allenby avec ses troupes d'Égypte, porta l'offensive en Palestine, s'empara le 9 décembre de Jérusalem, où défila le cortège allié, mené par Allenby et Georges Picot, suivis de T. E. Lawrence et de Louis Massignon. Le 7 octobre 1918, Allenby entra à Damas, où le Chef du Gouvernement provisoire, après l'évacuation de l'armée turque, Reda Pacha Al Rikabi, l'accueillit sans inviter les responsables français. En fait, le projet d'indépendance de la Syrie, préparé contre les Ottomans, l'avait été également, sous la pression des officiers de renseignements britanniques, contre la France ; ils étaient opposés au plan français de créer une zone occupée par la France et constituée du littoral libanais et de l'hinterland syrien jusqu'à Mossoul. Ainsi l'Émir Faysal, installé en novembre 1918 à Damas, se fait élire Roi de Syrie, emprisonne les personnalités locales francophiles dont les Émir algéro-syriens Saïd et Abdelkader qui seront exécutés. La France soutenait la création d'États du Levant qui lui seraient favorables dans la mesure où elle avait développé, dans le cadre des Capitulations franco-ottomanes, un réseau d'écoles et d'établissements d'enseignement supérieur, de dispensaires et d'hôpitaux, en s'appuyant sur le savoir-faire de la minorité chrétienne locale. En 1914, la France subventionnait la scolarisation de 88.000 élèves chrétiens, musulmans et juifs pour un coût de 2,5 million de francs de l'époque.

On sait ce qu'il advint par la suite, l'attribution de mandats par la Société des Nations, siégeant à Genève, à la France en ce qui concerne le Liban et la Syrie et à la Grande Bretagne pour la Transjordanie, l'Irak et la Palestine. Cette décision ne tint pas compte des vœux de la population, à part quelques exceptions, ni des principes wilsoniens émis à la Conférence de Versailles. Les troubles qui s'ensuivront, aggravés par la mise en application de la Déclaration de Lord Balfour (1917) et qui durent encore aujourd'hui, évoquent ce que l'on appela, il y a presque un siècle le « Printemps arabe », expression qu'on a réutilisée curieusement, et en méconnaissance de l'histoire, pour les événements du début de l'année 2011.

Christian Lochon